

LES HÔTELS BAVEREZ



REGINA
PARIS



RAPHAEL
PARIS



MAJESTIC
HOTEL-SPA
PARIS



Rapport semestriel
30 juin 2019

www.leshotelsbaverez-sa.com

LES HOTELS BAVEREZ

Société Anonyme au Capital de € 10 127 050

Siège social : 2, Place des Pyramides 75001 PARIS

RCS PARIS 572 158 558

RAPPORT SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2019

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2019

ACTIVITE ET RESULTAT

Variation du Chiffre d'affaires au 30 juin 2019 : + 3,53%

En K€	1er Trimestre	2ème Trimestre	Cumul du 1/01 au 30/06
<u>2019</u>			
Hôtel Regina Paris	2 647	4 116	6 763
Hôtel Majestic-Spa Paris	1 042	1 576	2 618
Hôtel Raphael Paris	2 001	3 650	5 651
TOTAL 2019	5 690	9 342	15 032
<u>2018</u>			
Hôtel Regina Paris	2 720	4 007	6 727
Hôtel Majestic-Spa Paris	1 248	1 753	3 001
Hôtel Raphael Paris	1 538	3 254	4 792
TOTAL 2018	5 506	9 014	14 520
Variation en %	3.34%	3.64%	3.53%

Le chiffre d'affaires des trois établissements s'élève à 15,0 millions d'euros au 30 juin 2019. Il était de 14,5 millions d'euros au 30 juin 2018, soit une progression de 3,53%.

Le chiffre d'affaires de l'hôtel Regina reste stable avec un pourcentage d'augmentation sur le semestre de 1 %. Le prix moyen progresse de 7,8% et le taux d'occupation reste à presque 80% à l'identique de celui de 2018. En conséquence le RevPar augmente de 4,1 %.

L'hôtel Regina, malgré un début d'année un peu en deçà de 2018 suite aux événements dans la capitale, a vu son activité reprendre sur le 2^e trimestre avec des événements dans la mode et le salon de l'aviation, notamment, qui se tient tous les deux ans.

L'hôtel Majestic – spa accuse une baisse de son chiffre d'affaires sur le semestre de 13% comparé à l'an dernier mais cette baisse est essentiellement consécutive aux travaux d'embellissements réalisés cet hiver et qui se sont terminés en avril. Son taux d'occupation diminue de 7,6 points et son prix moyen est en baisse de 8,0%. Cette baisse d'activité est également imputable aux événements qui se sont déroulés près de l'Etoile. Le RevPar s'établit à 237,24 euros. Il était d'un montant de 269,69 euros l'an dernier.

L'hôtel Majestic-Spa a profité de cet hiver pour redynamiser ses espaces d'accueil, de bar et de restauration, et a également rénové une partie de son Spa afin de pouvoir toujours accueillir ses clients dans un meilleur confort. Il a également été mis en œuvre la réorganisation de cinq suites en dix chambres de plus de 40 m². Ces travaux reprendront après la saison estivale pour une ouverture de cinq nouvelles unités en 2020.

Le chiffre d'affaires de l'Hôtel Raphael gagne 18 % sur ce semestre. Les travaux entrepris l'an dernier sur l'hiver 2017/2018 et le début du printemps avaient obligé l'hôtel à fermer presque 40% des chambres à la vente ainsi que certains salons. Sur ce début d'année 2019, toutes les unités d'hébergement sont à la vente excepté quelques chambres proches des derniers travaux entrepris pour l'ascenseur emblématique de l'hôtel qui ont représenté moins de 2% de la capacité d'accueil totale de l'hôtel sur le semestre. Le taux d'occupation augmente de 9 points pour s'établir à 66% et le prix moyen augmente de 3,2 % de sorte que le RevPar est en hausse de 19,8 % au 30 juin 2018.

Après une activité mise en difficulté en début d'année suite aux mouvements des gilets jaunes à proximité de l'hôtel sur les Champs Elysées et à l'Etoile, l'hôtellerie et la restauration ont repris progressivement sur le second trimestre avec une accélération sur le mois de juin.

Le Taux d'Occupation d'ensemble sur chambres disponibles pour la société s'établit donc à 71,69 % au 30 juin 2019 pour 71,32 % au 30 juin 2018. Le prix moyen hors taxes s'élève à 383,44 € pour 367,75 € l'an dernier à la même date. Le RevPar (Revenu par chambre) s'établit à 274,87 €. Il était de 262,29 € hors taxes au 30 juin 2018.

LES INDICATEURS DETAILLES PAR HOTEL SE PRESENTENT COMME SUIV :

	REGINA			RAPHAEL			MAJESTIC			LES HOTELS BAVEREZ		
	30/06/19	30/06/18	Var.	30/06/19	30/06/18	Var.	30/06/19	30/06/18	Var.	30/06/2019	30/06/2018	Var.
TO	78.54%	81.40%	-2.86	65.75%	56.62%	9.13	68.24%	75.82%	-7.58	71.69%	71.32%	0.37
PM-€	398.90	369.93	7.83%	386.06	374.11	3.19%	347.64	355.69	-2.26%	383.44	367.75	4.27%
RevPar-€	313.31	301.13	4.04%	253.82	211.82	19.83%	237.24	269.69	-12.03%	274.87	262.29	4.80%
Chiffre d'aff. total - K€	6 763	6 727	0.54%	5 651	4 792	17.93%	2 618	3 001	-12.76%	15 032	14 520	3.53%

Au 30 juin 2019, le total des produits d'exploitation s'est élevé à 15 508 K€ pour 15 323 K€ l'année précédente à la même date, soit une progression de 1,2 %.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 15 409 K€ pour 14 874 K€ au 30 juin 2018, soit une augmentation de 3,6 %.

Le résultat d'exploitation en conséquence est un profit de 98 K€ pour un profit de 449 K€ au 30 juin 2018.

Le résultat financier est une perte de 87 K€, c'était une perte de 98 K€ au 30 juin 2018.

Le résultat exceptionnel est une perte de 25 K€.

L'impôt sur les sociétés est un profit de 8 K€ correspondant au crédit d'impôt apprentissage obtenu en 2018 et perçu en 2019.

Le résultat net est une perte de 7 K€ à mi année 2019. Au 30 juin 2018 le résultat net était un bénéfice de 387 K€.

Au niveau du bilan actif, les investissements en cours représentent 835 K€ et correspondent principalement aux soldes des travaux engagés à l'hôtel Raphael concernant l'ascenseur principal et à l'hôtel Majestic pour la création de cinq unités supplémentaires qui n'ont pas encore pu être immobilisés.

La trésorerie s'élève à 8,2 M€ comparée à 10,5 M€ au 31 décembre 2018. L'endettement net s'élève à 1,0 M€ au 30 juin 2019 pour un excédent net de 0,8 M€ au 31 décembre 2018.

Le total du bilan est de 53,3 M€.

Au passif les provisions pour risques et charges ont diminué de 28 K€ comparées au 31 décembre 2018, résultant de la dotation de la provision pour ravalement de 31 K€ et des dotations ou reprises de provisions pour les litiges prud'homaux qui se soldent par une reprise de 59 K€ (cf. Litiges en cours et provisions ci-dessous).

Le total des dettes est de 15,4 M€ au 30 juin 2019, il était de 17,0 M€ au 31 décembre 2018.

Rappelons que les comptes semestriels au 30 juin 2019 n'ont pas fait l'objet de travaux de la part du commissaire aux comptes, la société n'ayant pas l'obligation de faire revoir ses comptes semestriels.

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2019

Assemblée Générale du 13 juin 2019

L'Assemblée générale des actionnaires s'est tenue le 13 juin 2019 et a approuvé les comptes annuels 2018 présentant un bénéfice de 3 182 K€.

Elle a approuvé la décision de verser un dividende de 0,22 euro par action à la date du 27 juin 2019.

Travaux

Au 30 juin 2019, tous les travaux de rénovations et d'embellissements de nos établissements étaient terminés.

Seuls les travaux de l'ascenseur de l'hôtel Raphael sont encore en cours et devraient être réceptionnés sur le 3^e trimestre de cette année.

LES LITIGES EN COURS ET PROVISIONS

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de la société.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour remplir son obligation.

Provision pour Litiges

La provision pour prud'hommes s'élève à 200 500 € au 30 juin 2019 ; elle s'élevait à 259 361 € en fin d'année 2018.

Une dotation de 78 K€ a été constituée concernant de nouvelles affaires ; et une reprise de provision a été effectuée sur le 1^e semestre 2019 pour 137 K€ concernant trois affaires pour lesquels des jugements ou autres événements sont intervenus sur l'exercice.

La société provisionne les litiges après avis pris auprès de ses avocats, certaines demandes étant infondées.

Provision pour Grosses Réparations : Ravalement

L'évaluation de la provision pour grosses réparations relative aux constructions a été effectuée sur la base d'estimations (devis) du coût de ravalement et prend en compte les caractéristiques et l'environnement

géographique de chacun des établissements (montant estimé de 1 600 K€). En application du règlement CRC 2002-10, modifié par le CRC 2003-07, la société a constitué une provision pour grosses réparations liée au ravalement des établissements sur la base du montant estimé des travaux, initialement étalée sur une période de 13 ans.

La société a décidé lors de son conseil d'administration de septembre 2015 de reconstituer une provision pour ravalement pour l'hôtel Regina à compter du 1^{er} juillet 2015 afin de lui permettre de faire face à cette obligation - article L 132-1 du Code de la construction. La provision sera complètement dotée au 30 juin 2035, soit sur une période de 20 ans.

Par suite de la fin des travaux de l'hôtel Raphael en mai 2018, la société a également décidé lors de son conseil d'administration du 6 septembre 2018 de reconstituer une provision pour ravalement pour l'hôtel Raphael à compter du 1^{er} juin 2018 qui sera également étalée sur une période de 20 ans, la provision sera donc intégralement dotée au 31 mai 2038.

Le total des provisions pour ravalement pour nos trois établissements au 30 juin 2019 s'élève à 473 K€ contre 443 K€ au 31 décembre 2018. La dotation s'élève à 31 K€ sur le semestre.

Autres litiges

La société a fait appel dans le litige qui l'oppose à un prestataire intervenant sur les travaux de rénovation de l'hôtel Regina, et pour lequel elle avait été condamnée au versement d'une provision de 220 000 € hors taxes par Ordonnance en référé du 13 janvier 2014.

La Cour d'appel dans son arrêt du 20 janvier 2015 confirmait la désignation d'un expert et la provision prononcée en référé. En revanche, elle faisait droit à notre demande subsidiaire que cette provision se voit ramenée à 191.436 € HT, soit une différence de 28.564 € HT avec la somme payée. L'expertise est toujours en cours. Il convient de préciser que cette somme a été mise à la charge du Maître d'œuvre conformément à son contrat. Il en sera de même pour toute somme complémentaire que la société serait amenée à déboursier pour ce litige.

EMPRUNT

L'hôtel Regina sur l'année 2013 a engagé des travaux de rénovation complète, incluant la réfection de la toiture ainsi que le ravalement de l'immeuble. L'ampleur de ces travaux estimés à 15 M€ a nécessité la mise en place d'un emprunt à compter de septembre 2013 pour 10 M€. Un complément d'emprunt de 3 millions d'euros a été souscrit en juin 2015.

Ces deux emprunts étaient garantis par un nantissement sur le fonds de commerce sis 2 place des Pyramides 75001 Paris.

Lors du Conseil d'administration de mars 2017 et afin de pouvoir exécuter les travaux d'étanchéité de la terrasse et le ravalement des façades de l'hôtel Raphael, il a été décidé de restructurer la dette existante en y intégrant 2 M€ supplémentaire de sorte que le nouvel emprunt contracté s'élève à 11.3 M€ et les deux emprunts précédents consacrés aux travaux de l'hôtel Regina ont été remboursés.

Le nantissement sur le fonds de commerce de l'hôtel Regina a été reporté sur cet emprunt.

Au 30 juin 2019, le capital restant à rembourser sur cet emprunt en cours s'élève à 9,1 millions d'euros. Le montant total des intérêts comptabilisés s'élève à 94 623 euros.

L'emprunt de 11,3 M€, contracté le 24 mai 2017 porte intérêt au taux fixe annuel de 2.00 % l'an. Il est remboursable par amortissement constant de 41 trimestres d'un montant de 275 769 euros sur 10 ans et 3 mois à partir de mai 2017, soit jusqu'au 24 août 2027.

CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE ET EMPLOI

Le crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2015 et constaté dans les comptes au 31 décembre 2015 s'élève à 411 349 €. N'ayant pas pu être imputé, il a été remboursé en juin 2019.

Le CICE correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2016 et constaté dans les comptes au 31 décembre 2016 s'élève à 390 192 €.

Le CICE correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2017 et constaté dans les comptes au 31 décembre 2017 s'élève à 472 231,27 €. Un ajustement de 2179,73 € a été comptabilisé en 2018 portant le montant du CICE 2017 à 474 411 €.

Le CICE correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2018 et constaté dans les comptes au 31 décembre 2018 s'élève à 431 628 €. Sur ce montant a été imputé l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'année 2018 pour un montant de 282 571 €. Il ne reste donc en compte que 149 057 euros au titre du CICE 2018.

Au 30/06/2019, le total des CICE restant en comptes s'élève à 1 013 659.94 €.

A noter que pour 2019, il n'y a plus de CICE, ce dernier s'est transformé en allègement de cotisations sociales sur les rémunérations 2019.

REPARTITION DU CAPITAL

Les informations publiées dans le rapport annuel 2018 de la société, sont présentées ci-dessous pour mémoire.

Nous vous signalons l'identité des personnes détenant directement ou indirectement au 31 décembre 2016, plus de 5 %, de 10%, de 15%, de 20%, de 25%, de 33,33 %, de 50%, de 66,66 %, de 90% ou de 95% du capital social ou des droits de vote aux Assemblées Générales :

	% du capital	% des droits de vote
Famille BAVEREZ :	58.53 %	71.29 %
Quilvest et Associés Gestion d'Actifs :	5.81 % ⁽¹⁾	3.62 %
Franklin Finance	17.07 % ⁽²⁾	10.63 %

⁽¹⁾ Déclaration du 1^{er} décembre 2006 - Franchissement de seuil le 24 novembre 2006 (avis AMF n°206C2182)

⁽²⁾ La société Franklin Finance a déclaré au 18 novembre 2016 un franchissement de seuil de 15% et détenir 17,07 % du capital et 10,60 % des droits de vote.

A la connaissance de la société aucune autre personne physique ou morale ne possède plus de 5 % des actions du capital ou des droits de vote.

Rappelons que l'article 13 des statuts de la société prévoit un droit de vote double : disposeront de deux voix par action lors des Assemblées générales, sans limitation, les propriétaires d'actions nominatives entièrement libérées, qui auront été inscrites à leur nom pendant quatre ans au moins.

La société ne détient pas ses propres actions.

OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS SUR LES TITRES DE LA SOCIETE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2018

Il n'y a pas eu d'opération réalisée par les dirigeants sur les titres de la société au cours du premier semestre 2019.

GESTION DES RISQUES

L'identification des principaux risques et leur gestion est présentée dans le rapport annuel 2018. Il n'y a pas eu d'évolution notable de ces risques au cours du semestre écoulé.

EVENEMENT POSTERIEUR A L'ARRETE AU 30 JUIN 2019

Aucun événement susceptible d'avoir une influence significative sur les comptes de la société n'est intervenu depuis l'arrêt des comptes semestriels au 30 juin 2019.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Après un début d'année difficile dans la capitale avec les mouvements sociaux hebdomadaires qui nous ont obligé à fermer des points de vente de restauration à plusieurs reprises les samedis de cet hiver ; mais qui ont également pu faire peur à notre clientèle internationale, notre activité n'a pas été à la hauteur des attentes jusqu'au début du mois de mai 2019.

Grace à un mois de juin soutenu par des événements comme la Coupe du Monde Féminie de Football ou d'autres anniversaires historiques qui ont fait venir les étrangers en Europe mais surtout en France, et le retour au calme, les trois hôtels ont quasiment rattrapé le retard pris en début d'année.

La clientèle étrangère est donc de retour à Paris et vient soutenir cette croissance mais le Moyen Orient est encore absent de la capitale cet été sur la période estivale.

Les résultats attendus pour 2019 seront bénéficiaires mais peu comparable à ceux de l'an dernier qui étaient portés pour plus de 50% par des produits exceptionnels. Nous devons rester prudents car la rentrée parlementaire et les divers points qui doivent faire l'objet de débats et de réformes par le gouvernement risquent de provoquer de nouvelles tensions sociales. De plus, comme nous le rappelons chaque année les chiffres d'affaires globaux sont en progression, mais les amortissements et les charges financières consécutives aux financements des rénovations ont un impact significatif sur le résultat net.

COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2019

(Comptes non audités)

I. — Bilan

Actif	30/06/2019		30/06/2018	31/12/2018
	Brut	Amortissement provision	Net	Net
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles :				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et val. similaires	274 110	198 788	75 322	74 271
Autres immobilisations incorporelles	6 481	4 365	2 116	1 913
Immobilisations corporelles :				
Terrains	1 091 384		1 091 384	1 091 384
Constructions	60 619 007	28 184 831	32 434 176	32 363 335
Installations techniques, matériel et outillage industriels	12 956 940	7 560 490	5 396 450	4 975 329
Autres immobilisations corporelles	2 311 179	1 364 582	946 597	681 695
Immobilisations corporelles en cours	835 898		835 898	773 041
Avances et acomptes	275 036		275 036	487 803
Immobilisations financières (2) :				
Prêts	16 109		16 109	16 108
Autres immobilisations financières	51 923		51 923	52 223
	78 438 067	37 313 056	41 125 011	40 517 102
Actif circulant :				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements	268 901		268 901	275 404
Marchandises	195 052	22 225	172 827	148 020
Avances et acomptes versés sur commandes	9 198		9 198	14 328
Créances :				
Clients et comptes rattachés	1 788 243	192 836	1 595 407	1 522 422
Autres créances	1 427 224	10 000	1 417 224	1 810 296
Valeurs mobilières de placement :				
Autres titres			0	300 000
Disponibilités	8 165 581		8 165 581	7 378 746
Charges constatées d'avance	573 545		573 545	530 115
	12 427 744	225 061	12 202 683	11 979 331
Total général	90 865 811	37 538 117	53 327 694	52 496 433

Passif	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
	Net	Net	Net
Capitaux propres :			
Capital (dont versé : 10 127 050,00)	10 127 050	10 127 050	10 127 050
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 370 981	1 370 981	1 370 980
Réserve légale	1 101 919	1 101 919	1 101 919
Autres réserves	24 639 824	21 979 348	21 979 348
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-6 537	727 281	3 182 420
	<u>37 233 237</u>	<u>35 306 579</u>	<u>37 761 717</u>
Provisions pour risques et charges :			
Provisions pour risques	200 500	243 100	259 361
Provisions pour charges	473 459	411 959	442 709
	<u>673 959</u>	<u>655 059</u>	<u>702 070</u>
Dettes (1) :			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	9 182 105	10 274 391	9 674 023
Emprunts et dettes financières	8 425	8 425	8 425
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	689 004	850 402	784 048
Fournisseurs et comptes rattachés	1 404 743	1 476 041	1 765 994
Dettes fiscales et sociales	3 367 493	3 109 938	3 454 222
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	715 234	768 042	1 256 666
Autres dettes	25 913	23 674	26 402
Produits constatés d'avance	27 582	23 882	16 988
	<u>15 420 499</u>	<u>16 534 795</u>	<u>16 986 768</u>
Total général	<u>53 327 695</u>	<u>52 496 433</u>	<u>55 450 555</u>
<i>(1) Dont à plus d'un an (a)</i>	<i>8 005 743</i>	<i>9 108 819</i>	<i>8 557 280</i>
<i>(1) Dont à moins d'un an (a)</i>	<i>6 725 752</i>	<i>6 575 574</i>	<i>7 645 440</i>
<i>(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours</i>			

II. — Compte de résultat

	30/06/2018		30/06/2018	
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation :				
Ventes de marchandises	2 942 160		2 942 160	2 934 071
Production vendue (services)	12 089 346		12 089 346	11 585 601
Chiffre d'affaires net	15 031 506		15 031 506	14 519 672
Reprises sur provisions et transfert de charges			374 843	755 423
Autres produits			101 368	47 715
			15 507 717	15 322 810
Charges d'exploitation :				
Achats de marchandises			807 778	764 042
Variation de stocks			-19 205	-55 323
Autres achats et charges externes			4 684 583	4 819 999
Impôts, taxes et versements assimilés			726 801	756 722
Salaires et traitements			5 204 622	4 827 450
Charges sociales			1 900 303	1 890 883
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 725 090	1 532 521
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			198 060	160 886
Pour risques et charges : dotations aux provisions			108 750	126 550
Autres charges			72 707	50 428
			15 409 489	14 874 158
Résultat d'exploitation			98 228	448 652
Produits financiers :				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			8 293	7 561
Reprises sur provisions et transfert de charges				
Différences positives de change			587	3 406
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			8 880	10 967
Charges financières :				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées			94 623	106 348
Différences négatives de change			1 723	2 789
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			96 346	109 137
Résultat financier			-87 466	-98 170
Résultat courant avant impôts			10 762	350 482

Compte de résultat (suite) :

	30/06/2019	30/06/2018
	Total	Total
Produits exceptionnels :		
Sur opérations en capital		460 000
Reprise sur dépréciations, provisions		
	0	460 000
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion		49
Sur opérations en capital	25 166	294 177
	25 166	294 226
Résultat exceptionnel	-25 166	165 774
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	-7 867	-211 025
Total des produits	15 516 597	15 975 993
Total des charges	15 523 134	15 588 432
Bénéfice ou perte	-6 537	387 561

III. — Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	1er Semestre 2019	1er Semestre 2018
	En K€	En K€
Flux de trésorerie liés à l'activité :		
Résultat net	-6.5	727.3
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Amortissements et provisions	1 742.6	1 130.8
Plus et moins value de cession	25.2	0.0
Autres charges et produits calculés	0.0	294.2
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :		
Variation des stocks	-19.2	0.0
Variation des créances d'exploitation	-286.5	-616.2
Variation des dettes d'exploitation	-532.9	196.0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-838.6	-420.3
Flux net de trésorerie généré par l'activité	922.6	1 732.0
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :		
Acquisitions d'immobilisations	-1 486.2	-2 558.0
Cessions ou réductions d'immobilisations	0.0	0.0
Autres flux liés aux opérations d'investissement	-720.7	-15.8
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-2 206.9	-2 573.7
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :		
Dividendes versés aux actionnaires	-521.9	-379.6
Augmentation de capital en numéraire	0.0	0.0
Emprunt	0.0	0.0
Remboursement d'emprunt	-551.5	-551.5
Autres flux liés aux opérations de financement	59.6	47.6
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 013.9	-883.5
Variation de trésorerie	-2 298.1	-1 725.3
Trésorerie d'ouverture	10 463.7	9 404.0
Variation de trésorerie de la période	-2 298.1	-1 725.3
Trésorerie à la clôture de la période	8 165.6	7 678.7
	Au 30/06/2019	Au 30/06/2018
Emprunt auprès des établissements de crédit	9 163.9	10 253.8
Dettes financières diverses	8.4	8.4
Intérêts courus	18.2	20.6
Concours bancaires		
Total des dettes financières	9 190.5	10 282.8
Endettement Net / (Excédent Net)	1 024.9	2 604.1

L'endettement Net est le solde des dettes financières par rapport à la trésorerie disponible et aux placements financiers. Au 30 juin 2019, la position de la société est un endettement net.

IV. — Tableau des variations des capitaux propres

En euros	31/12/2018	+	Dividendes	-	30/06/2019
Capital	10 127 050				10 127 050
Primes, réserves	24 452 247	3 182 420	-521 943		27 112 724
Report à nouveau	0				0
Résultat	3 182 420			-3 188 957	-6 537
Subventions d'investissement	0				0
Provisions réglementées	0				0
Autres	0				0
Total	37 761 717	3 182 420	-521 943	-3 188 957	37 233 237

V. — Notes annexes aux comptes sociaux

Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été établis conformément aux dispositions du Code de commerce et du nouveau plan comptable général (règlement ANC 2014-03).

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours du semestre.

Changement de présentation

Aucun changement notable de présentation n'est intervenu au cours du semestre.

LES PRINCIPALES METHODES UTILISEES SONT LES SUIVANTES :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue selon le mode linéaire ou dégressif.

- Constructions : 30 à 50 ans
- Aménagement des constructions : 10 à 30 ans
- Installations techniques, matériel et outillage : 5 à 20 ans
- Installations générales, agenc. et aménag. divers : 3 à 15 ans
- Matériel de bureau et informatique : 5 ans
- Mobilier : 10 ans

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont amortis sur 5 ans.

Les logiciels informatiques acquis séparément sont amortis sur 3 à 5 ans.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

Dépréciation

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est constituée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable. L'estimation de cette provision est réalisée au cas par cas.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Actions

Les actions sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. En fin d'exercice, leur coût d'acquisition est comparé au dernier cours connu, si ce dernier est inférieur, il est constitué une provision pour la différence.

Obligations

Les obligations sont comptabilisées à leur valeur nominale. A la clôture, celle-ci est comparée à la dernière valeur connue hors coupon couru. Si cette dernière est inférieure, il est constitué une provision pour la différence.

SICAV, FCP et assimilés

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. A la clôture de l'exercice, si le coût d'acquisition est supérieur à la valeur de rachat, cette différence est constatée par la constitution d'une provision.

La société a vendu l'intégralité de son portefeuille au cours de l'année 2017.

Disponibilités - Comptes à terme et BMTN

Au 30 juin 2019, les comptes à terme s'élèvent à 3,3 M€. Il n'y a plus de bons monétaires, le dernier bon monétaire étant venu à échéance sur le semestre.

Le montant des intérêts s'élève au 30 juin 2019 à 8 292 €.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de la société.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour remplir son obligation.

Provision pour Litiges

La provision pour prud'hommes s'élève à 200 500 € au 30 juin 2019 ; elle s'élevait à 259 361 € en fin d'année 2018.

Une dotation de 78 K€ a été constituée concernant de nouvelles affaires ; et une reprise de provision a été effectuée sur le 1^{er} semestre 2019 pour 137 K€ concernant trois affaires pour lesquels des jugements ou autres événements sont intervenus sur l'exercice.

La société provisionne les litiges après avis pris auprès de ses avocats, certaines demandes étant infondées.

Provision pour Grosses Réparations : Ravalement

L'évaluation de la provision pour grosses réparations relative aux constructions a été effectuée sur la base d'estimations (devis) du coût de ravalement et prend en compte les caractéristiques et l'environnement géographique de chacun des établissements (montant estimé de 1 600 K€). En application du règlement CRC 2002-10, modifié par le CRC 2003-07, la société a constitué une provision pour grosses réparations liée au ravalement des établissements sur la base du montant estimé des travaux, initialement étalée sur une période de 13 ans.

La société a décidé lors de son conseil d'administration de septembre 2015 de reconstituer une provision pour ravalement pour l'hôtel Regina à compter du 1^{er} juillet 2015 afin de lui permettre de faire face à cette obligation - article L 132-1 du Code de la construction. La provision sera complètement dotée au 30 juin 2035, soit sur une période de 20 ans.

Par suite de la fin des travaux de l'hôtel Raphael en mai 2018, la société a également décidé lors de son conseil d'administration du 6 septembre 2018 de reconstituer une provision pour ravalement pour l'hôtel Raphael à compter du 1^{er} juin 2018 qui sera également étalée sur une période de 20 ans, la provision sera donc intégralement dotée au 31 mai 2038.

Le total des provisions pour ravalement pour nos trois établissements au 30 juin 2019 s'élève à 473 K€ contre 443 K€ au 31 décembre 2018. La dotation s'élève à 31 K€ sur le semestre.

Autres litiges

La société a fait appel dans le litige qui l'oppose à un prestataire intervenant sur les travaux de rénovation de l'hôtel Regina, et pour lequel elle avait été condamnée au versement d'une provision de 220 000 € hors taxes par Ordonnance en référé du 13 janvier 2014.

La Cour d'appel dans son arrêt du 20 janvier 2015 confirmait la désignation d'un expert et la provision prononcée en référé. En revanche, elle faisait droit à notre demande subsidiaire que cette provision se voit ramenée à 191.436 € HT, soit une différence de 28.564 € HT avec la somme payée. L'expertise est toujours en cours. Il convient de préciser que cette somme a été mise à la charge du Maître d'œuvre conformément à son contrat. Il en sera de même pour toute somme complémentaire que la société serait amenée à déboursier pour ce litige.

EMPRUNT

L'hôtel Regina sur l'année 2013 a engagé des travaux de rénovation complète, incluant la réfection de la toiture ainsi que le ravalement de l'immeuble. L'ampleur de ces travaux estimés à 15 M€ a nécessité la mise en place d'un emprunt à compter de septembre 2013 pour 10 M€. Un complément d'emprunt de 3 millions d'euros a été souscrit en juin 2015.

Ces deux emprunts étaient garantis par un nantissement sur le fonds de commerce sis 2 place des Pyramides 75001 Paris.

Lors du Conseil d'administration de mars 2017 et afin de pouvoir exécuter les travaux d'étanchéité de la terrasse et le ravalement des façades de l'hôtel Raphael, il a été décidé de restructurer la dette existante en y intégrant 2 M€ supplémentaire de sorte que le nouvel emprunt contracté s'élève à 11.3 M€ et les deux emprunts précédents consacrés aux travaux de l'hôtel Regina ont été remboursés.

Le nantissement sur le fonds de commerce de l'hôtel Regina a été reporté sur cet emprunt.

Au 30 juin 2019, le capital restant à rembourser sur cet emprunt en cours s'élève à 9,1 millions d'euros. Le montant total des intérêts comptabilisés s'élève à 94 623 euros.

L'emprunt de 11,3 M€, contracté le 24 mai 2017 porte intérêt au taux fixe annuel de 2.00 % l'an. Il est remboursable par amortissement constant de 41 trimestres d'un montant de 275 769 euros sur 10 ans et 3 mois à partir de mai 2017, soit jusqu'au 24 août 2027.

CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE ET EMPLOI

Le crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2015 et constaté dans les comptes au 31 décembre 2015 s'élève à 411 349 €. N'ayant pas pu être imputé, il a été remboursé en juin 2019.

Le CICE correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2016 et constaté dans les comptes au 31 décembre 2016 s'élève à 390 192 €.

Le CICE correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2017 et constaté dans les comptes au 31 décembre 2017 s'élève à 472 231,27 €. Un ajustement de 2179,73 € a été comptabilisé en 2018 portant le montant du CICE 2017 à 474 411 €.

Le CICE correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2018 et constaté dans les comptes au 31 décembre 2018 s'élève à 431 628 €. Sur ce montant a été imputé l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'année 2018 pour un montant de 282 571 €. Il ne reste donc en compte que 149 057 euros au titre du CICE 2018.

Au 30/06/2019, le total des CICE restant en comptes s'élève à 1 013 659.94 €.

A noter que pour 2019, il n'y a plus de CICE, ce dernier s'est transformé en allègement de cotisations sociales sur les rémunérations 2019.

EVALUATION DES ENGAGEMENTS ENVERS LES SALARIES EN ACTIVITE

L'évaluation des engagements en matière de retraite et avantages assimilés n'a pas fait l'objet d'une mise à jour pour la présentation des comptes semestriels au 30 juin 2019.

Au 31 décembre 2018, elle se présentait comme suit :

Les engagements de l'entreprise sont évalués à la clôture de l'exercice, salarié par salarié. L'engagement de l'entreprise envers un salarié en activité représente une dette potentielle à long terme.

Cette dette est (d'après OEC, rec n°123 méthode de répartition des coûts au prorata de l'ancienneté) :

- actualisée en appliquant un taux d'intérêts composés compatible avec la nature de dette à long terme.
- pondérée par la probabilité pour que le salarié remplisse un jour les conditions requises (espérance mathématique de la dette actualisée répartie entre les exercices au prorata de l'ancienneté acquise).

Elle est calculée sur la totalité des salariés en contrat à durée indéterminée, avec un âge de départ volontaire des employés à la retraite à 65 ans.

$$D = I \times (1 + i)^{-n} \times P_p \times P_s \times n_a / n_t$$

D = estimation actuelle de l'engagement

I = montant de l'indemnité prévue

n_a = nombre actuel d'années d'ancienneté

n_t = nombre total d'années d'ancienneté le jour du départ en retraite

n = (n_t-n_a)

P_p = probabilité de présence d'un salarié à l'âge de retraite.

P_s = probabilité de survie à l'âge de la retraite.

i = taux d'intérêt retenu pour l'actualisation.

Taux d'actualisation retenu au 31 décembre 2018 (obligation à long terme) : 1,15 %

Au 31 décembre 2018, le montant des engagements de l'entreprise était évalué à :

Engagement Indemnités :	119 075 €
+ charges sociales (46%) :	<u>54 775 €</u>
	173 850 €

Cette évaluation fait application des nouvelles réglementations sur la prise en compte des démissions uniquement dans les motifs de départs, ce qui réduit le turnover de façon significative.

Rappelons que ce montant ne fait pas l'objet d'une provision dans nos comptes.

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Au 30 juin 2019, le montant des engagements de la société vis-à-vis des entreprises de travaux et autres fournisseurs d'immobilisations s'élève à 561 938 K€. Ces engagements concernent principalement les travaux relatifs à la création des 5 nouvelles unités au Majestic et à la finalisation des travaux de rénovation de l'ascenseur emblématique de l'hôtel Raphael.

En contrepartie, les entreprises de travaux et autres fournisseurs d'immobilisations doivent fournir à notre société une prestation à hauteur des mêmes montants.

ENGAGEMENTS RECUS

Au 30 juin 2019, le montant total des cautions reçues et non échues des entreprises de travaux s'élève à 29 059 €.

ENGAGEMENTS DONNES

Les emprunts contractés en septembre 2013 et juin 2015, restructurés au printemps 2017 et concernant les travaux de rénovations de l'Hôtel Regina sont garantis par un nantissement auprès de la banque sur le fonds de commerce sis 2 Place des Pyramides 75001 Paris.

Ce nantissement est évalué à 9 M€ représentant le capital restant dû.

PARTIES LIEES

Absence de transaction significative avec les parties liées.

GESTION DES RISQUES

L'identification des principaux risques et leur gestion est présentée dans le rapport annuel 2018. Il n'y a pas eu d'évolution notable de ces risques au cours du semestre écoulé.

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2019

Assemblée Générale du 13 juin 2019

L'Assemblée générale des actionnaires s'est tenue le 13 juin 2019 et a approuvé les comptes annuels 2018 présentant un bénéfice de 3 182 K€.

Elle a approuvé la décision de verser un dividende de 0,22 euro par action à la date du 27 juin 2019.

Travaux

Au 30 juin 2019, tous les travaux de rénovations et d'embellissements de nos établissements étaient terminés.

Seuls les travaux de l'ascenseur de l'hôtel Raphael sont encore en cours et devraient être réceptionnés sur le 3^e trimestre de cette année.

EVENEMENTS POSTERIEUR A L'ARRETE DU 30 JUIN 2019

Aucun événement susceptible d'avoir une influence significative sur les comptes de la société n'est intervenu depuis l'arrêté des comptes semestriels au 30 juin 2019.

Immobilisations :

	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Diminutions par virement	Par cession	Valeur brute fin d'exercice
Immobilisations incorporelles :					
Frais d'établissement, de recherche et développement : total I					
Autres postes d'immobilisations incorporelles : total II	328 988	8 660		57 057	280 592
Immobilisations corporelles :					
Terrains	1 091 384				1 091 384
Constructions sur sol propre	34 748 198	186 214		72 843	34 861 569
Constructions sur sol d'autrui	2 696 824				2 696 824
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	22 734 125	347 013		20 524	23 060 614
Installations techniques, matériel et outillage industriels	13 040 132	291 954		375 146	12 956 940
Installations générales, agencements et aménagements divers	1 650 491	37 928			1 688 418
Matériel de transport	13 857				13 857
Matériel de bureau et informatique, mobilier	570 962	167 762		129 822	608 902
Immobilisations corporelles en cours	389 987	794 768	348 856		835 899
Avances et acomptes	95 773	270 060	90 797		275 036
Total III	77 031 733	2 095 698	439 654	598 334	78 089 443
Immobilisations financières :					
Prêts et autres immobilisations financières	68 032				68 032
Total IV	68 032	0		0	68 032
Total général (I + II + III + IV)	77 428 754	2 104 358	439 654	655 391	78 438 067

Amortissements :

Situation et mouvements de l'exercice Immobilisations	Valeur en début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions sorties / reprises	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations Amortissables				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement recherche développement total				
I				
Autres immobilisations incorporelles total II	248 407	10 793	56 047	203 153
Immobilisations corporelles :				
Constructions sur sol propre	14 551 269	622 936	71 862	15 102 342
Constructions sur sol d'autrui	825 871	27 029		852 901
Instal. Générales, agenc. et aménag.				
Constructions	11 745 645	504 075	20 131	12 229 589
Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 462 612	454 053	356 176	7 560 489
Installations générales, agencements et aménagements divers	906 242	51 338		957 580
Matériel de transport	13 857			13 857
Matériel de bureau et informatique, mobilier	464 288	54 865	126 008	393 144
Total III	35 969 784	1 714 296	574 177	37 109 903
Total général (I + II + III)	36 218 191	1 725 090	630 224	37 313 056

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Néant

Charges à répartir sur plusieurs exercices :

Néant

Provisions inscrites au bilan :

	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations exercice	Diminutions : reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges :				
Provisions pour litiges	259 361	78 000	136 861	200 500
Provisions pour grosses réparations	442 709	30 750		473 459
Autres provisions pour risques et charges				
Total I	702 070	108 750	136 861	673 959
Provisions pour dépréciations :				
Sur stocks et en-cours	38 349	5 224	21 348	22 225
Sur comptes clients	131 106	192 835	131 106	192 835
Autres provisions pour dépréciations	10 000			10 000
Total II	179 454	198 059	152 454	225 059
Total général (I + II)	881 525	306 809	289 315	899 018
Dont dotations et reprises :				
D'exploitation		306 809	289 315	
Financières				
Exceptionnelles				

Etat des créances et des dettes :

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé :			
Prêts	16 108		16 108
Autres immobilisations financières	51 923		51 923
De l'actif circulant :			
Clients douteux ou litigieux	96 163		96 163
Autres créances clients	1 692 079	1 692 079	
Personnel et comptes rattachés	6 599	6 599	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		0	
Impôts sur les bénéfices	1 013 659	390 192	623 467
Taxe sur la valeur ajoutée	354 167	354 167	
Autres impôts et taxes		0	
Débiteurs divers	52 796	52 796	
Charges constatées d'avance	573 544	573 544	
Total	3 857 038	3 069 377	787 661

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit :				
A un an maximum à l'origine	62 499	62 499		
A plus d'un an à l'origine (1)	9 119 606	1 122 290	4 412 312	3 585 004
Emprunts et dettes financières diverses	8 425			8 425
Fournisseurs et comptes rattachés	1 404 743	1 404 743		
Personnel et comptes rattachés	1 306 539	1 306 539		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 140 768	1 140 768		
Impôt sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	305 348	305 348		
Autres impôts, taxes et versements assimilés	614 838	614 838		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	715 233	715 233		
Groupe et associés				
Autres dettes	25 913	25 913		
Produits constatés d'avance	27 581	27 581		
Total	14 731 493	6 725 752	4 412 312	3 593 429

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice 0

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice 551 539

Produits à recevoir : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23).

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	30/06/2019	30/06/2018
Créances clients et comptes rattachés	0	0
Autres créances	0	893
Valeurs mobilières de placement	0	0
Disponibilités	580	1 221
Total	580	2 114

Charges à payer : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23).

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	30/06/2019	30/06/2018
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	19 212	20 631
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	521 365	557 433
Dettes fiscales et sociales	2 428 554	2 369 186
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	369 763	269 549
Autres dettes	77	427
Total	3 338 971	3 217 226

Produits et charges constatés d'avance : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23).

Produits constatés d'avance	30/06/2019	30/06/2018
Produits d'exploitation	27 582	23 882
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total	27 582	23 882

Charges constatées d'avance	30/06/2019	30/06/2018
Charges d'exploitation	573 545	530 115
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	573 545	530 115

Composition du capital social : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-12).

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			En fin d'exercice
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant exercice	
Actions de capital	Règle du pair comptable	2 372 468			2 372 468

Ventilation du chiffre d'affaires net : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-21).

	France	Etranger	Total
Prestations de services	11 961 602		11 961 602
Ventes de marchandises	2 942 160		2 942 160
Produits des activités annexes	127 744		127 744
Total	15 031 506		15 031 506

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-20).

	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
+ Résultat courant	10 762		10 762
+ Résultat exceptionnel	-25 166		-25 166
- Participations des salariés			
- Crédit d'impôt Apprentissage		-7 867	7 867
Résultat comptable	-14 404	-7 867	-6 537

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-24).

Allègements de la dette future d'impôt	Montant
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :	
Participation des salariés	
Autres :	
C3S Contribution de solidarité	4 058
Provision pour ravalement	179 913
Plus value sur VMP	
Total	183 971
Déficit reportable	1 618 470
Créance future (28%)	504 683

Transferts de charges : (Arrêté du 27-04-1982)

Transferts de charges	Montant
Divers refacturations et avantages en nature	5 648
Aide apprentissage et formation	10 819
Remboursement d'assurance	69 060
Total	85 526

LES HOTELS BAVEREZ S.A.

Responsables du rapport semestriel, du contrôle des comptes et des documents accessibles au public

1^{er} Semestre 2019

Nom et fonction de la personne qui assume la responsabilité du rapport semestriel

Françoise BAVEREZ

Président du Conseil d'Administration

Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 5 septembre 2019

Françoise BAVEREZ

Président du Conseil d'Administration

Responsable de l'information financière

Sylvie Ausseur

Directeur financier

LES HOTELS BAVEREZ S.A.

2, place des Pyramides

75001 Paris

Tél. : 01 42 60 31 10

sylvie.ausseau@hotels-baverez.com